

No border ? Au bûcher !

Médias, police, justice, mairie, préfecture : tous ensemble pour alimenter la psychose d'une invasion terroriste. Les autorités n'auraient-elles pas quelque chose à craindre de la solidarité que l'organisation d'un tel évènement fait naître inévitablement ?



Vous êtes maire d'une ville qui va recevoir pendant une semaine un événement majeur sur une question qui touche directement votre commune. Que faites-vous ? Bouchart (UMP) a la réponse : annuler les activités culturelles, appeler les flics en renfort, reporter le conseil municipal, faire ville morte, donner des interviews alarmistes tout en faisant pression sur l'ensemble des associations calaisiennes ; et surtout ne pas rencontrer le No Border qui envoie des « mails anonymes », c'est-à-dire dire signé du nom du collectif. « Je ne sais pas de qui on parle. [...] c'est signé "No Border". On ne sait pas qui est qui, on ne sait pas identifier. » Pas question non plus de traverser la rue qui sépare la mairie de la Maison Pour Tous où se réunissait le comité organisateur. « À l'intérieur de ce mouvement qui peut apparaître "Peace and love", il y a des anarchistes [...] Vu l'état d'esprit de ces personnes, on peut tout attendre. » Tout ? Ambiance...

Police partout / Justice nulle part

Côté préfecture, c'est clair : une bonne caravane de CRS (entre 1000 et 2000 parkés au camp Jules Ferry), des meutes de flics en civils genre cow-boy de la BAC² et fouille-merde des RG³ qui occuperont pour l'occasion les hôtels calaisiens réquisitionnés tout spécialement. Pierre de Bousquet de Florient³ n'a pas confiance : « Nous voyons bien que ceux avec lesquels nous discutons ou bien ne tiennent pas leurs engagements, ou bien ne veulent pas les tenir ». Il est fait ici référence au refus d'un terrain par le collectif organisateur, les gens du voyage l'ayant déjà réservé, chose que le préfet avait « omis » de préciser. Pourtant ce dernier est « de bonne volonté », et ses déclarations le prouvent : il est « absolument sans illusions sur les intentions de ceux qui organisent. » En effet.

« Tous les papiers qu'on reçoit sont signés No Border. Mais No Border, pour moi, c'est nobody ». Humour... « Ce ne sont jamais les mêmes personnes qui négocient avec nous. Il s'agit souvent de pions avancés. Les vrais décideurs, on ne les voit jamais. ». Et paranoïa... Une structure sans hiérarchie, c'est trop !

Et celle là : « La manifestation est déclarée sous de faux noms, de fausses identités. [...] Quelles craintes ont-ils à déclarer leur manifestation ? ». Peut-être une méfiance vis-à-vis des flics et des magistrats habitués à mettre en taule au moindre prétexte ? Lors d'une réunion de négociation, le sous-préfet a prévenu : surtout « ne pas répondre aux provocations policières », tout est dit !

A noter : les populations migrantes déte-

nues au Centre de Réception Administrative de Coquelles ont été transférées pour l'occasion. En effet, assiéger les CRA pour réclamer la libération des populations en exil, voilà le genre de « dérives ultra violentes » dont sont capables les personnes participantes au No Border.

Des pressions à gogo

Du côté de la société civile, c'est l'embrouille. Certaines associations humanitaires se méfient de la « politisation » de la question migratoire⁵. D'autres craignent la réaction du maire en cas de participation au projet : adieu subventions ! Côté théâtre, sans les pressions que le directeur du Channel a subi, aurait-il annulé la rencontre organisée par le No Border dans ses locaux ?

« On m'a demandé de prendre cette décision. Mais cette décision c'est moi qui l'ai prise. Librement. » Précisant par ailleurs que « l'avenir du Channel est en jeu ». Et l'avenir n'est pas mis en péril par le No border : « Honnêtement, je ne pense pas qu'une avocate et un médecin auraient tout cassé au Channel ». Considérant les 800 000 € annuels versés au théâtre par la mairie de Calais, Bouchart était plus à même de peser sur le « libre arbitre » du directeur de la scène nationale...

Positionnements « subtils »

On connaît la promptitude avec laquelle les Verts et la LDH dénoncent les politiques répressives dans des communiqués qui n'engagent à rien. Pourtant, le représentant de la LDH sur Calais et l'élue Vert enfoncent tranquillement le No Border dans le torchon Nord Littoral⁶. Contactés par nos soins, ils n'ont pas donné signe de vie... mort de honte ? Si les associations de soutien aux sans pap' de Calais n'ont pas signé l'appel à manifester du No Border⁷, certaines ont fini par le soutenir publique-

ment⁸ tandis que nombre de militant-es associatifs se sont joint à titre individuel à l'organisation de l'évènement.

Les médias partent en croisade

Côté médias, on donne pleines pages aux autorités se délectant des « dérives ultra-violentes », sans contradicteur et sans vérifier la réalité des faits ; on débat sur les thèmes de prédilection des flics et des mouchards : sécurité, ordre, violence et menace. La description du réseau No Border frise le comique : « groupuscule associatif international à sensibilité anarchiste », « GreenPeace de l'immigration »,

de remarque : lui et ses collègues restent bien gentiment sur le pas de la porte quand les réunions de ministres et des conseils d'administrations se font dans le secret.

« On m'a demandé d'annuler la rencontre organisée par le no border. Mais cette décision c'est moi qui l'ai prise. Librement. »

Le directeur du Channel

Cela concerne pourtant la vie de millions de gens. Alors ? Quand l'autorité parle, les chiens de garde se couchent.

Psychotiques forcenés

Cet enchaînement de dispositifs sécuritaires, médiatiques et souterrains crée un certain malaise. Le quadrillage policier, les interventions récurrentes du maire et de la préfecture sur « l'ultra-violence », les dizaines d'articles que les médias locaux consacrent non sur l'évènement, mais sur ses supposés dangers...

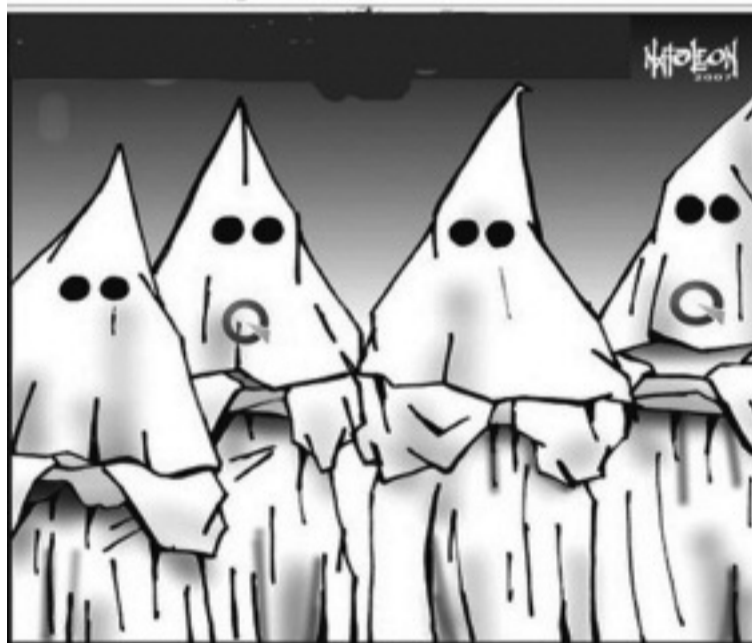
Précisons ici que les camps No Border sont l'occasion de créer un rapport de force avec les autorités, notamment par l'action directe (occupations de locaux, blocages) et de créer une rencontre avec les populations locales et migrantes. Contrairement au positionnement « humanitaire » œuvrant dans la négociation permanente, il s'agit ici de montrer une opposition nette, non contre une population, mais contre une politique répressive, xénophobe et « ultra violente ».

Citations tirées de la Voix du Nord, Nord Littoral et Nord Eclair, journaux propriété de l'empire Rossel (qui compte aussi L'Indépendant, Lille Plus, Nouvelle Côte d'Opale, etc.) + d'info : La Brique n°12.

Notes :

- 1 : BAC : brigade anti-criminalité.
- 2 : RG : renseignements généraux.
- 3 : Préfet du Pas-de-Calais, ancien chef de la DST, co-prince d'Andorre entre 1997 et 1999 (c'est pas une blague) et mis en cause dans l'affaire Clearstream .
- 4 : Citation du sous-préfet lors d'une réunion avec une délégation du No Border.
- 5 : Emmaüs, Secours catholique et Médecin du Monde se sont officiellement « désolidarisés » du No Border (Nord Eclair, 18/06/09).
- 6 : Edition du 13/06/09.
- 7 : L'association Terre d'Errance fait exception. * Notamment le collectif d'associations C'Sur, ainsi que l'association Salam, dont les communiqués dénoncent entre autre la psychose entretenue par les autorités.

Sous-préfecture de Calais



Transparence. Clarté. Communication

« mercenaires de l'anti-impérialisme », « babas cool pacifistes ou casseurs ? » « réseau d'ultra gauche clandestin », « groupe d'extrême gauche anarchiste »... Quand on questionne le journaliste de Nord Littoral, il annonce : « c'était par provocation, pour que les gens du No Border se manifestent ». Un vrai pro...

La Voix du Nord remporte la palme avec son titre : « Le camp no border, une zone de non droit ». Le journaliste se lâche : « Ces militants [...] s'enferment, se replient, s'isolent et déterminent une zone de non-droit ». Il en rajoute : « visiblement, tout est mis en œuvre pour vivre en autarcie ». Pourquoi tant de haine ? Parce que la presse est invitée à rester en dehors du camp, tout comme les flics. Les raisons ? Primo : une carte de presse ne donnent pas tous les droits. De deux : le camp fonctionne en groupes de travail et en réunion collégiale, il est de ce fait important de se protéger des mouchards. Tertio : quand les journalistes feront leur boulot, on en reparlera. A titre